Document generated on 06/05/2025 6:31 a.m.

Nouveaux Cahiers du socialisme

Le mouvement écologique en transition

Anne-Céline Guyon

Number 21, Winter 2019

Penser la Grande Transition : utopies et stratégies

URI: https://id.erudit.org/iderudit/90569ac

See table of contents

Publisher(s)

Collectif d'analyse politique

ISSN

1918-4662 (print)
1918-4670 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Guyon, A.-C. (2019). Le mouvement écologique en transition. *Nouveaux Cahiers du socialisme*, (21), 15–17.

Tous droits réservés © Collectif d'analyse politique, 2019

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

Le mouvement écologique en transition

Anne-Céline Guyon
Coordonnatrice du Front commun pour la transition énergétique

Disons-le franchement: nous sommes indéniablement dans une période d'urgence climatique. De nombreuses études scientifiques nous le signalent et nous le rappellent depuis des décennies. Nous ne pouvons plus tergiverser, nous devons absolument entamer une transition vers un monde plus respectueux de la planète.

Urgence climatique et transition énergétique

Il faut tout d'abord garder les sources d'énergies fossiles dans le sol. Plus de 80 % des réserves connues d'énergies fossiles doivent absolument rester là où elles sont. Concrètement, cela veut dire qu'aucune nouvelle infrastructure d'exploration, d'exploitation et de transport d'énergies fossiles ne doit voir le jour. Il faut arrêter l'exploration et l'exploitation du pétrole ainsi que du gaz d'origine fossile, la construction d'oléoducs, le transport par train et par bateau de ces hydrocarbures.

Beaux discours et promesses rompues

En 2015, le premier ministre Trudeau, fraîchement élu, s'est rendu à la Conférence de Paris sur les changements climatiques (COP 21), pour y déclarer que le Canada voulait à nouveau se joindre à la communauté internationale dans sa lutte contre le réchauffement de la Terre[1]. Depuis dix ans, les environnementalistes avaient appliqué une stratégie d'opposition au gouvernement conservateur de Harper; ils ont alors proposé d'engager un dialogue avec le nouveau gouvernement libéral. En 2016, Ottawa

1 CTV News, «"Canada is back", Trudeau tells delegates at COP21 in Paris», 30 novembre 2015, <www.ctvnews.ca/politics/canada-is-back-trudeau-tells-delegates-at-cop21-in-paris-1.2679690>.

a publié le *Cadre pancanadien sur la croissance propre et les changements climatiques*[2]. Malheureusement, l'expression « croissance propre » dit tout: il s'agit uniquement d'améliorer le système actuel. Le gouvernement fédéral a tenté de négocier avec les provinces la mise en place d'une taxe carbone. Dans l'Ouest, il y a eu une levée de boucliers. La première ministre de l'Alberta, Rachel Notley, a voulu marchander: « Je vous aide à faire en sorte qu'il y ait une taxe carbone au Canada, à la condition que vous m'aidiez à faire passer un projet d'oléoduc en Alberta ». Aujourd'hui, les politiciens et les politiciennes sont enfermés dans une rhétorique où ils affirment vouloir lutter efficacement contre les changements climatiques alors qu'ils maintiennent et accroissent l'exploitation des sables bitumineux. Ainsi, le gouvernement libéral qui avait promis de retirer les subventions aux énergies fossiles prend une décision incroyable: il achète l'oléoduc TransMoutain pour 4,5 milliards de dollars! Selon le premier ministre Justin Trudeau, le Canada peut exploiter les ressources naturelles – c'est-à-dire les sables bitumineux – et, en même temps, favoriser la recherche et l'innovation afin de concevoir des technologies moins productrices de CO_2. À aucun moment, on ne remet en question le mode de vie qui nous enferme dans une impasse, soit l'hyperconsommation et le capitalisme, causes principales des problèmes environnementaux actuels.

Partir de nos victoires

Au Québec, la question des gaz de schiste s'est posée en 2009. À l'époque, le gouvernement Charest vendait au rabais les claims – des concessions minières – à l'industrie qui voulait exploiter les gaz de schiste. Un important mouvement citoyen s'est mis en branle et a donné lieu à une extraordinaire mobilisation, comme le mouvement environnemental en connaît peu et qu'on nous envie. Depuis, les environnementalistes sont restés très proches des communautés locales et contribuent à la découverte et à l'exercice de leur pouvoir, à la médiatisation de leurs revendications et mobilisations. De nouveaux savoirs ont permis la création du Regroupement vigilance hydrocarbures Québec (RVHQ), un mouvement citoyen qui comprend la nécessité de lutter localement, mais également l'importance du réseautage avec d'autres organisations et des ONG. Ainsi, les citoyennes et les citoyens ont fait en sorte qu'encore, à ce jour, il n'y a pas de fracturation hydraulique au Québec.

En 2014, après deux rapports du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (BAPE) et une évaluation environnementale stratégique de Québec, le gouvernement a estimé peu opportun d'exploiter le gaz de schiste parce que le prix du gaz était trop bas et que l'acceptabilité sociale n'était pas au rendez-vous. C'est dans ce contexte que le projet d'oléoduc Énergie Est est lancé. Les comités citoyens, stimulés

2 Environnement et changement climatique Canada, *Cadre canadien sur la croissance propre et les changements climatiques : plan canadien de lutte contre les changements climatiques*, 2016.

par la victoire contre l'extraction du gaz de schiste, se sont mobilisés. Cette lutte a permis la constitution, en quatre ans, d'un réseau d'alliances entre organisations environnementales, comités de citoyens, syndicats, municipalités, communautés autochtones. Aujourd'hui, le projet est en grande partie oublié. Les regroupements militants commencent à vouloir dépasser la lutte défensive et lutter pour un projet de société sobre en carbone.

Réfléchir pour agir

À l'heure actuelle, le Front commun pour la transition énergétique s'engage dans une réflexion profonde. Créé pour lutter contre les projets d'extraction, il cherche maintenant à définir la voie d'une vraie transition énergétique. C'est un travail moins médiatisé, mais caractérisé par la volonté de porter ensemble un discours sur ce que devrait être cette transition. Quels sont les seuils qu'il ne faut pas franchir? Comment obliger nos gouvernements à prendre en compte les aspects sociaux essentiels dans une transition porteuse de justice sociale?

Certes, le mouvement environnemental hésite à s'engager sur le chemin de l'anti ou du postcapitalisme. Les mots font encore peur. Mais il reconnaît qu'il faut se pencher sur ces enjeux. Face aux défis actuels, il doit reconnaître l'intersectionnalité des luttes, construire des passerelles. Nous ne pouvons plus éviter les débats de fond. Il faut surmonter la peur et grandir ensemble.

FRONT COMMUN POUR LA TRANSITION ÉNERGÉTIQUE